

Jugement N°156/2019/CJ/SIII/TCC

Du 26 décembre 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2019/348

Anatole Gualbert EGUE

(Maître Roméo GODONOU)

C/

Société GBEMYSHOLA

Joachim MARTIN

(Maître Jeffrey GOUNHIZOUN)

OBJET

Restitution de pièces

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

Assesseurs : François AKOUTA et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Dominique Sênou KOUTON

Débats le 14 novembre 2019 ;

Jugement prononcé à l'audience publique du 26 décembre 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR

Anatole Gualbert EGUE, agent des impôts, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié au carré 150 A1 Godomey Gare, tél : 95 20 86 62 ;

Assistée de Maître Roméo GODONOU, Avocat au Barreau du Bénin ;

DEFENDEURS

La société GBEMYSHOLA, société à responsabilité limitée, immatriculée au registre de commerce et de crédit mobilier sous le numéro RCCM/COT/11 B 8251, dont le siège social est sis à Cotonou, 04 BP 1087 Tél / 97 11 24 46/97 08 07 41 ;

Joachim F. MARTIN, gérant de la société GBEMYSHOL, immatriculée au registre de commerce et de crédit mobilier sous le numéro RCCM/COT/11 B 8251, dont le siège social est sis à Cotonou, 04 BP 1087 Tél / 97 11 24 46/97 08 07 41, demeurant et domicilié ès qualité au siège de ladite société, agissant aux diligences et poursuite de son représentant légal ;

Assistés de Maître Jeffrey GOUNHIZOUN, Avocat au Barreau du Bénin ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;
Où les parties en leurs prétentions ;
Après en avoir délibéré ;

Par acte du 24 avril 2019, Anatole Gualbert EGUE a attiré la société GBEMYSHOLA et Joachim F. MARTIN devant le tribunal de commerce de Cotonou pour solliciter de :

- enjoindre à la société GBEMYSHOLA et Joachim MARTIN d'avoir à lui restituer le titre foncier n°8239 de la commune d'Abomey-Calavi, volume xxxvii, folio 155 sous astreinte comminatoire de 200.000 FCFA par jour de résistance ;
- condamner la société GBEMYSHOLA et JOACHIM MARTIN au paiement de la somme de 2.000.000 FCFA au titre de remboursement des frais exposés dans le cadre de la présente procédure en vue de la restitution forcée ;

- ordonner l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

Au soutien de ses prétentions, Anatole Gualbert EGUE développe qu'il s'est porté caution hypothécaire de la société GBEMYSHOLA en mettant en garantie son immeuble matérialisé par le titre foncier n°8239 de la commune d'Abomey-Calavi, volume XXXVII, folio 155 ;

Que selon les clauses de la convention de crédit, la société GBEMYSHOLA a laissé subsister un solde de sa dette rendant impossible la restitution de son titre de propriété ;

Que la sommation de restituer est restée sans effet ;

Que suivant lettre du 23 février 2018, la société GBEMYSHOLA s'est engagée à supporter tous les frais de poursuite et de procédure que nécessiterait la restitution forcée de la garantie ;

1. Sur la restitution du titre de propriété

Attendu que la restitution ne peut être ordonnée qu'à l'encontre de la personne détentrice du bien et partie au procès ;

Attendu qu'en l'espèce, la société GBEMYSHOLA SARL a bénéficiée d'un prêt auprès de NSIA Bank ;

Que EGUE Anatole Gualbert s'est porté caution réelle pour le paiement de ce prêt ;

Que le titre de propriété mise en garantie dans le cadre de ce prêt est détenu par la NSIA BANK qui n'est pas partie à ce procès ;

Que par ailleurs, ce titre ne peut être restitué qu'après paiement ;

Qu'il est acquis au débat que la société reste devoir le solde de trois millions huit cent treize mille deux cent huit (3.813.228) FCFA ;

Que la société GBEMYSHOLA n'a pas payé le solde et ne peut être condamnée à payer à la NSIA BANK car celle-ci n'étant pas partie à ce procès ;

Que le titre de propriété en cause étant détenu par la NSIA BANK qui n'est pas partie à ce procès, il convient de rejeter cette demande ;

2. Sur les frais irrépétibles

Attendu que les frais irrépétibles ne peuvent être remboursés que si lesdits frais sont exposés et justifiés ;

Attendu qu'en l'espèce, Anatole Gualbert EGUE n'expose pas le montant engagé et ne justifie encore moins le montant sollicité ;

Qu'en conséquence, il convient de rejeter cette demande ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire à l'égard de société GBEMYSHOLA SARL et son gérant Joachim F. MARTIN, en matière commerciale et en premier ressort,

Rejette la demande de restitution ;

Rejette la demande de paiement des frais irrépétibles formulée par EGUE Anatole Gualbert ;

Le condamne aux dépens.

Ont signé

Le Greffier

Le Président